

L'efflux de réfugiés place le Burundi au bord de la rupture humanitaire

Le Soir, 13/01/2026 Le petit Burundi face au tsunami des réfugiés congolais Malgré les accords de paix, les combats s'intensifient à l'est de la RDC et poussent les civils sur les routes. Plus de 100.000 réfugiés congolais sont arrivés récemment au Burundi. Un afflux qui place le pays au bord de la rupture humanitaire. Depuis trente ans, le Burundi est une terre d'accueil pour les populations fuyant les conflits des Grands Lacs. Mais jamais ce minuscule pays n'avait absorbé une telle vague venant du Congo. En un mois, environ 102.000 Congolais ont traversé la frontière, selon le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) des Nations unies, fuyant l'escalade des violences dans le Sud-Kivu. Un chiffre non négligeable à l'échelle d'un pays aux 12 millions d'habitants.

Depuis Uvira, l'exode en quelques jours A l'origine de cet afflux : la prise d'Uvira le 10 décembre dernier, au Kivu devenue l'épicentre des combats entre l'armée congolaise (FARDC) et l'AFC/M23, mouvement militaire et rebelle soutenu par le Rwanda. A mesure que la milice étend son contrôle depuis le Nord-Kivu vers le sud, les civils ont fui, gagnant la frontière burundaise après des jours d'errance. Pris en étau entre les bombardements des FARDC et les armes lourdes du M23, la ville d'Uvira et ses environs se sont vidés. « À 5 décembre, les premières alertes parlaient de centaines de personnes traversant la frontière, venues de la plaine de la Ruzizi. Très vite, on a parlé de milliers, puis de dizaines de milliers », raconte Innocent Chubaka Sangara, responsable des urgences au HCR à Bujumbura. En une semaine, 45.000 personnes arrivent alors. Depuis la chute d'Uvira, le flot ne tarit plus. Mais la réception des réfugiés est chaotique. « Nous n'anticipions pas prêts du tout. Les premiers jours, il n'y avait ni eau, ni latrines. Des cas de choléra et de maladies diarrhéiques sont apparus », reconnaît le HCR, qui agit alors au maximum avec les moyens disponibles, mais se trouve pris de court dans un contexte de coupes drastiques des financements américains et européens. Plusieurs centaines de millions de dollars d'aide humanitaire ont déjà été amputés en Afrique, contraignant les agences de l'ONU et les ONG à réduire leurs opérations dans la région des Lacs, où des millions de personnes en dépendaient déjà. Le camp saturé de Busuma Face à l'urgence, les burundaises et les ONG ont décidé dès le 10 décembre d'ouvrir le site de Busuma, à l'est du Burundi, près de Tanzanie. Un vaste terrain de 116 hectares, rocaillieux et difficile à aménager. « En une semaine, 70.000 personnes ont été transférées par convoi à Busuma pour désengorger les camps de transit à la frontière », décrit Willo Issa Ismaïel, coordinateur Médecin Sans Frontières sur le camp de Busuma. « Mais le camp, lui, était prévu pour 20.000 personnes », affirme-t-il. Depuis, les besoins ont explosés. Aujourd'hui selon MSF, environ 20.000 réfugiés sont toujours pas enregistrés, « donc sans tentes, sans aide alimentaire, sans accès aux latrines ». Des hangars communautaires devraient prochainement être construits à la hâte, au prix de nouveaux risques sanitaires. Selon le HCR, seuls les besoins alimentaires sont actuellement couverts grâce au Programme alimentaire mondial (PAM) et à des donations du gouvernement congolais. Mais seulement pour un temps limité. Sur place, MSF prend en charge dans un centre de traitement les cas de choléra, encore limités à quelques dizaines ayant été identifiés, mais redoute une propagation rapide de la maladie. L'ONU demande 35 millions de dollars « Nous faisons le maximum pour renforcer la réponse aux appels à l'aide de ces familles qui ont tout perdu. Mais sans financements rapides, une crise humanitaire et sanitaire évitable est imminente », martèle Willo Issa Ismaïel. Les Nations unies ont lancé il y a quelques jours un appel à financement d'urgence de 35 millions de dollars pour éviter l'effondrement de la réponse humanitaire au Burundi. Malgré l'accueil généralement bon du gouvernement burundais, facilité par les ONG, la frontière terrestre entre Uvira et Bujumbura est désormais fermée, le gouvernement burundais invoquant des raisons sécuritaires. Les arrivées continuent à raison de quelques centaines de personnes par jour, par voie lacustre via le lac Tanganyika. Mais les conditions sont si mauvaises que les transferts vers le camp de Busuma ont récemment cessé pour un temps. Face à l'afflux qui ne tarit pas, le mot circule déjà que de nouveaux réfugiés pourraient y être envoyés, entassés. Par Enola Richet